

## **VD\_GERICHTE PE12.014441 vom 22. März 2013**

VD Tribunal cantonal, 2013-03-22, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_gerichte\\_PE12.014441](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE12.014441)

FR: VD\_GERICHTE PE12.014441 du 22 mars 2013

IT: VD\_GERICHTE PE12.014441 del 22 marzo 2013

### **Erwägungen**

#### **E. 1.1**

L'art. 410 al. 1 let. a CPP permet à toute personne lésée par un jugement entré en force de demander la révision s'il existe des faits ou des moyens de preuve qui étaient inconnus de l'autorité inférieure et qui

- 3 - sont de nature à motiver l'acquittement ou une condamnation sensiblement moins sévère du condamné. Cette disposition reprend la double exigence posée à l'art. 385 CP selon laquelle les faits ou moyens de preuve invoqués doivent être nouveaux et sérieux (Message du Conseil fédéral relatif à l'unification de la procédure pénale du 21 décembre 2005, FF 2006 II 1057 ss, spéc. 1303; TF 6B\_310/2011 c. 1.2 et les références citées). Les faits ou moyens de preuve sont nouveaux lorsque le juge n'en a pas eu connaissance au moment où il s'est prononcé, c'est-à-dire lorsqu'ils ne lui ont pas été soumis sous quelque forme que ce soit. Ils sont sérieux lorsqu'ils sont propres à ébranler les constatations de fait sur lesquelles se fonde la condamnation et que l'état de fait ainsi modifié rend possible un jugement sensiblement plus favorable au condamné (ATF 137 IV 59 c. 5.1.2 pp. 66 s; ATF 130 IV 72 c. 1; TF 6B\_310/2011 c. 1.2).

#### **E. 1.2**

Pour être valides en la forme, les demandes de révision doivent être motivées et adressées par écrit à la juridiction d'appel, les motifs de révision devant être exposés et justifiés dans la demande (art. 411 al. 1 CPP; Piquerez, *Traité de procédure pénale suisse*, 3e éd., Schulthess § 2011, n. 2092, p. 679; Heer, in : Niggli/Heer/Wiprächtiger [éd.], *Basler Kommentar, Schweizerische Strafprozessordnung Jungenstrafprozessordnung*, 2e éd., Bâle 2014, n. 6 ad art. 411 CPP. L'art. 412 al. 2 CPP prescrit que la juridiction d'appel n'entre pas en matière sur la demande de révision si celle-ci est manifestement irrecevable ou non motivée ou si une demande de révision invoquant les mêmes motifs a déjà été rejetée par le passé. La procédure de non-entrée en matière selon cette disposition est en principe réservée à des vices de nature formelle; il est toutefois également possible de prononcer une décision de non-entrée en matière lorsque les motifs de révision invoqués apparaissent d'emblée non vraisemblables ou mal fondés (TF 6B\_293/2013 du 19 juillet 2013 c. 3.3; TF 6B\_415/2012 du 14 décembre 2012 c. 1.1 et les références citées).

#### **E. 1.3**

Une demande de révision contre une ordonnance de condamnation doit être qualifiée d'abusives si elle repose sur des faits que

- 4 - le condamné connaissait initialement, qu'il n'avait aucune raison légitime de taire et qu'il aurait pu révéler dans une procédure ordinaire mise en oeuvre par une simple opposition. En revanche, une révision peut entrer en considération à l'égard d'une ordonnance de condamnation pour des faits et des moyens de preuve importants que le

condamné ne connaissait pas au moment du prononcé de l'ordonnance ou dont il ne pouvait pas se prévaloir ou n'avait pas de raison de se prévaloir à cette époque (ATF 130 IV 72 c. 2.2). Cette jurisprudence s'applique aussi à une procédure de révision régie par le CPP (TF 6B\_310/2011 du 20 juin 2011).

## **E. 2**

En l'espèce, la requérante n'invoque aucun élément nouveau inconnu au moment du prononcé de l'ordonnance qui trancherait en faveur d'une mise des frais de la cause à la charge de l'Etat. Par conséquent, la voie de la révision lui est fermée. Une demande de révision n'est pas une voie de droit destinée à pallier la tardiveté d'un recours. En l'occurrence, la requérante explique avoir eu connaissance de l'ordonnance de classement du 22 mars 2013 ensuite de la réception, le 10 septembre 2014, d'une citation à comparaître émanant du Tribunal de 1ère instance de Genève relative à la procédure de poursuites initiée par l'Etat de Vaud. En l'absence au dossier de la preuve de la notification de l'ordonnance précitée, qui incombe à l'autorité (ATF 129 I 8 c. 2.1), il y a lieu de se fonder sur les déclarations du destinataire de l'envoi (ATF 103 V 63 c. 2a; TF 6B\_955/2008 du 17 mars 2009 c. 1). Dans ces circonstances, il convient de retenir que la requérante a bien eu connaissance de l'ordonnance de classement le 10 septembre 2014. Toutefois, le délai de recours de dix jours (art. 396 al. 1 CPP) étant arrivé à échéance le lundi 22 septembre 2014 (cf. art. 90 al. 2 CPP), son acte, mis à la poste le 21 octobre 2014, serait manifestement tardif s'il devait être considéré comme un recours.

## **E. 3**

En définitive, la demande de révision présentée par H.\_\_\_\_\_ est irrecevable.

- 5 - La présente décision sera rendue sans frais.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.